

## UNE REPRESSION SIGNED FRANCAFRIQUE ARRESTATION AU SENEGAL DU MILITANT ANTI-IMPERIALISTE GUY MARIUS SAGNA

Le 18 février 2019, le député de la majorité présidentielle du Sénégal, Khoureichi Niassé, expliquait ainsi la concession par l'Etat du Sénégal de blocs pétroliers à l'entreprise française TOTAL et la démission du ministre de l'énergie en désaccord avec cette concession : « C'est la France qui nous a colonisé durant plus de deux siècles. Et la France n'a jamais pensé que le Sénégal pouvait disposer du pétrole, du gaz, ou d'autres ressources. Elle pensait que le Sénégal se limitait à la pêche, à l'agriculture, à la mendicité et l'élevage. Mais on se réveille un jour et on découvre que le Sénégal a du pétrole et du gaz et bien d'autres ressources. Bien évidemment, il faut que la France vienne réclamer sa part. Quand la France est venue demander qu'on lui donne une zone pour exploration, si le président Macky Sall avait refusé de lui concéder cela, la France allait ouvrir les portes du Sénégal aux jihadistes du Mali pour qu'ils viennent perpétrer des attentats... » (déclaration faite lors d'un meeting des jeunes de l'alliance des forces du progrès (AFP) à Kaolack).

Le 21 mai 2019, Christophe Castaner, ministre de l'intérieur français, en visite à Dakar déclarait que le « terrorisme est présent au Sénégal ». Le 15 juillet 2019 le FRAPP (Front Révolutionnaire Anti-impérialiste Populaire et Patriotique), un mouvement au Sénégal de lutte pour que la « France Dégage », « les bases militaires françaises dégagent », « le CFA dégage », « les APE dégagent », « Auchan dégage », tient une conférence de presse pour dire : « La présence militaire française n'a fait que renforcer le terrorisme en Afrique. Les cas du Mali, du Burkina, de la Centrafrique... en font foi. Au

point que « la Cheffe de la diplomatie européenne, Federica Mogherini constate que les efforts de l'Europe et des Etats membres en faveur du G5 Sahel augmentent, mais que le niveau de sécurité se détériore. » et que « Non seulement cela n'arrange pas la situation, mais même cela empire » (Bruno Clément-Bollée)... Comment expliquer que l'armée française, dans le cadre de l'opération Barkhane, n'a tué que 450 terroristes, en a attrapé 150 du mois d'août 2014 à février

# LIBERTÉ



**Guy Marius Sagna**

2018, soit 03 ans et 06 mois, alors que Barkhane c'est 4.500 français face à 3.000 terroristes ? Comment expliquer que 3.000 terroristes tiennent tête à 4.500 hommes de Barkhane, 11.700 soldats de la Minusma, 1.740 policiers et 13.000 militaires maliens équipés de blindés, d'avions, d'hélicoptères et de drones-espions ? Cela s'explique par le fait que l'Etat français avec ses 4.500 hommes au Mali est en collusion avec les 3.000 terroristes. Plus l'occupation militaire française dure, plus les groupes « djihado-terroristes » augmentent. Dans ce contexte, les propos du ministre français de l'intérieur Christophe Castaner, en visite récemment au Sénégal, selon lequel « Le Terrorisme est présent au

Sénégal... » sont graves. Cette déclaration est un chantage terroriste exercée par la France sur le Sénégal pour renforcer son occupation militaire afin d'augmenter sa recolonisation économique ».

Le lendemain 16 juillet 2019, Guy Marius Sagna, militant du FRAPP est arrêté et après quatre jours de garde à vue, le Procureur de la République lui notifie pour le transférer de la Gendarmerie à la prison centrale de Dakar une prétendue infraction de « fausse alerte au terrorisme ».

Le droit d'alerte anti-terroriste et la liberté d'opinion du FRAPP en tant que mouvement citoyen et social légalement reconnu lui est ainsi faussement attribué personnellement pour l'emprisonner.

C'est une grave atteinte aux libertés individuelles et collectives dans le « pré-carré » néocolonial de l'impérialisme français que nous dénonçons avec force.

Ces procédés autocratiques au Sénégal rappellent les atteintes liberticides subies par les Gilets Jaunes, les syndicalistes de lutte de classe et les jeunes des quartiers populaires en France.

Si en France la répression devient l'arme principale pour endiguer les résistances populaires, au Sénégal celle-ci a pour objectif d'empêcher les mobilisations populaires qui exigent la transparence et la vérité sur les contrats léonins d'exploitation du pétrole, du gaz, du zircon, de l'or par le régime libéral partie prenante des réseaux mafieux de la francAfrique.

Nous apportons notre soutien internationaliste au FRAPP et l'ensemble des forces démocratiques et populaires du Sénégal et exigeons avec eux la libération immédiate et totale du militant anti-impérialiste Guy Marius Sagna.